

				disponibilité des différentes sources de financement. La coordination sera également renforcée avec le nouveau projet de la Banque mondiale qui appuie les réformes douanières, ainsi qu'avec l'ONUDC et plusieurs agences des Nations Unies qui travaillent sur la sécurisation des frontières contre les trafics illicites d'armes, de munitions et de drogue.
Aspects de légalité et de régularité	Corruption. Détournement des infrastructures ou des équipements fournis par le projet	Moyenne	Élevé	Réalisation de matrices des risques sécuritaires pour chaque équipement sensible acheté par le projet (Scanners, véhicules blindés, kits EPI, matériel informatique)
Aspects de légalité et de régularité	Fonds du projet détournés, mal utilisés ou dépensés de manière non transparente	Moyenne	Élevé	Les fonds ne seront pas gérés par la partie haïtienne vu les faiblesses et le manque de capacités des entités locales. Le projet sera exécuté sous une modalité de délégation de fonds confiés à Expertise France qui utilise ses propres procédures pour toutes les acquisitions de biens et services. La gestion financière sera aussi réalisée suivant les standards du gouvernement français, avec un reporting infra annuel et un rapport financier annuel soumis à audit.
Environnement externe	Atteinte physique ou psychologique contre les collaborateurs du projet ou contre les agents de la Douane: agressions, criminalité, vol, etc.	Elevée	Elevé	Acquisition/utilisation de véhicules blindés de type BR6 pour garantir la sécurité des équipes lors des mobilités dans Port-au-Prince. Recours à une compagnie locale de sécurité pour la fourniture de gardes du corps. Veille sécuritaire par la Direction Sûreté. Recrutement d'un coordonnateur national Sûreté.
Environnement externe	Difficultés d'accès aux zones ou aux bénéficiaires du projet	Élevée	Elevé	Renforcement de l'équipe Expertise France à Port au Prince avec éventuellement installation d'une antenne au Cap-Haïtien pour renforcer l'implantation dans le Nord du pays (garantissant ainsi la proximité avec le second port du pays et du poste de douane à Ouanaminthe) si des activités importantes y sont déroulées

Enseignements tirés:

L'UE apporte un soutien à la République d'Haïti dans le domaine des finances publiques depuis le milieu des années 2010 sous forme d'appui budgétaire et d'assistance technique dans le cadre du SBC I puis SBC II. Pour l'assistance technique, les activités ont toujours été confiées à Expertise France depuis 2018 et se sont déroulées de manière satisfaisante malgré le contexte politique et sécuritaire compliqué. Tous les risques évoqués plus haut ont toujours été présents durant cette période et ont été atténués par l'opérateur Expertise France et les administrations bénéficiaires.